

DISCOURS sur le PROGRAMME

par Rosa Luxembourq.

Si nous assumons, aujourd'hui, la tâche de discuter et d'adopter notre programme, ce n'est pas pour le motif purement formel que nous avons constitué hier un parti autonome et neuf, et qu'un nouveau parti est obligé de justifier officiellement son existence au moyen d'un nouveau programme. Cette élaboration d'un programme a sa nécessité dans de grands événements historiques : nous sommes arrivés à un moment où le programme du prolétariat, traditionnellement élevé sur la base social-démocrate, socialiste-réformiste, doit être édifié à nouveau dans son ensemble sur une base toute différente.

Un nouveau Manifeste du Communisme.

En agissant ainsi nous revenons à la situation qu'occupaient Marx et Engels, lorsqu'ils s'attaquèrent, voilà soixante-dix ans, à la rédaction du « Manifeste Communiste ».

Vous savez que le Manifeste Communiste traitait du socialisme, de sa réalisation et de la révolution prolétarienne *comme tâches immédiates de l'heure*. Telle était la position que défendaient Marx et Engels dans la révolution de 1848, et qu'ils considéraient aussi comme la base réelle de l'action prolétarienne au sens international. A cette époque ils pensaient — et toutes les têtes du mouvement prolétarien pensaient comme eux — que l'histoire imposait comme une nécessité actuelle l'instauration du régime socialiste...

... Ils pensaient aussi qu'il suffisait d'accomplir la révolution politique, de s'emparer du pouvoir d'Etat pour qu'immédiatement le socialisme prit corps. Vous savez que, par la suite, Marx et Engels ont complètement révisé ce point de vue. Voici ce qu'ils en disent dans la préface qu'ils ont rédigée ensemble pour l'édition de 1872 du « Manifeste », en se reportant aux conclusions du chapitre II (mesures pratiques pour l'établissement du socialisme) :

« Ce passage aujourd'hui devrait être modifié en plusieurs de ses » termes. Des progrès immenses ont été accomplis par la grande in- » dustrie au cours du dernier quart de siècle. La classe ouvrière a » suivi, dans son organisation en parti, un chemin parallèle à ce déve- » loppement capitaliste. Enfin des expériences pratiques ont eu lieu, » d'abord celle de la Révolution de février, ensuite et surtout la Com-

» mune, pendant laquelle le prolétariat a eu entre les mains, pour la
» première fois, et pendant deux mois, l'exercice du pouvoir politique.
» Ces expériences font paraître périmés plus d'un passage de notre
» exposé de programme. En particulier la Commune a prouvé que la
» *classe ouvrière n'est pas en état de simplement s'emparer du mécanisme*
» *politique existant, et de le mettre en marche pour son service.* »

Que disait-il, ce passage auquel Marx et Engels faisaient allusion et
et qu'ils désignaient comme dépassé par la critique des événements ?

« Le prolétariat usera de sa suprématie politique pour arracher peu
» à peu à la bourgeoisie tous les capitaux, pour centraliser entre les
» mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat constitué en classe diri-
» geante, les instruments de production, et pour accroître au plus vite
» la masse disponible des forces productrices. »

« Il va de soi que cela impliquera dans la période de début, des
» infractions despotiques au droit de propriété et aux conditions bour-
» geoises de la propriété. Des mesures devront être prises qui, sans
» doute, paraîtront insuffisantes et auxquelles on ne pourra s'en tenir,
» mais qui, une fois le mouvement commencé, mèneront à des mesures
» nouvelles et seront indispensables à titre de moyens pour révolutionner
» tout le régime de production. Ces mesures, évidemment, seront dif-
» férentes en des pays différents. Cependant les mesures suivantes
» seront assez généralement applicables, surtout dans les pays les plus
» avancés :

« 1^o Expropriation de la propriété foncière ; affectation de la rente
» foncière aux dépenses de l'Etat.

« 2^o Impôt fortement progressif.

« 3^o Abolition de l'héritage.

« 4^o Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles.

« 5^o Centralisation du crédit aux mains de l'Etat, par le moyen
» d'une banque nationale constituée avec les capitaux de l'Etat, et
» jouissant d'un monopole exclusif.

« 6^o Centralisation des transports dans les mains de l'Etat.

« 7^o Multiplication des manufactures nationales, des instruments na-
» tionaux de production ; défrichement et amélioration des terres cul-
» tivables d'après un plan d'ensemble.

« 8^o Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industri-
» elles, notamment en vue de l'agriculture.

« 9^o Réunion de l'agriculture et du travail industriel ; préparation
» de toutes les mesures capables de faire disparaître progressivement
» la différence entre la ville et la campagne.

« 10^o Education publique et gratuite de tous les enfants. Abolition
» des formes actuellement en usage du travail des enfants dans les
» fabriques. Réunion de l'éducation et de la production matérielle, etc. »

Vous voyez que devant Marx et Engels se posaient alors, quoique
d'une façon différente, les mêmes tâches devant lesquelles nous sommes
directement placés aujourd'hui : la mise en pratique du socialisme.

Marx et Engels avaient abandonné, après les déceptions de 1848, le
point de vue selon lequel le prolétariat était actuellement et directement
capable de réaliser le socialisme. Dans tous les pays, étaient nés des
partis de démocratie socialiste qui défendaient un point de vue très
différent du point de vue communiste révolutionnaire. On fut amené
à réduire les perspectives immédiates à la petite lutte quotidienne,
tant politique qu'économique, de façon à constituer, lentement et par
étapes, les armées prolétariennes appelées à réaliser le socialisme, quand
le capitalisme se trouverait mûr.

*
**

Soixante-dix ans nous séparent de l'époque à laquelle appartenait le
programme que nous venons de citer, et la dialectique de l'histoire
veut que nous en revenions aujourd'hui à l'attitude que Marx et Engels
avaient adoptée alors — puis abandonnée après l'avoir reconnu histo-
riquement erronée.

Ils avaient d'ailleurs de bonnes raisons pour cela, mais le dévelop-
pement capitaliste qui s'est effectué entre temps nous a amené à penser
que ce qui était alors une erreur est aujourd'hui une position juste,
en ce sens qu'aujourd'hui, c'est une tâche immédiate d'atteindre les
objectifs devant lesquels Marx et Engels avaient été placés en 1848.

Par contre entre ce stade primitif révolutionnaire du socialisme, et
notre conception, notre tâche actuelles, s'intercale tout un développement
pacifique, non seulement du capitalisme, mais aussi du mouvement so-
cialiste et ouvrier — en particulier, en Allemagne, terre d'élection du
réformisme social-démocrate. —

*
**

Ce revirement, qui servit de base nouvelle au programme socialiste,
a revêtu, en Allemagne surtout, une forme très caractéristique. Ainsi,
jusque dans son effondrement du 4 août, la social-démocratie mani-
festait son attachement aux termes mêmes du programme d'Erfurt,
dans lequel les revendications minimales s'étaient au premier plan,
et où le socialisme n'apparaissait que comme une étoile brillant au loin,
comme un but final. *Mais ce qui est plus important que la lettre d'un
programme, c'est la manière dont on conçoit le programme dans
l'action pratique* : et c'est un document fondamental dans l'histoire du
marxisme et du mouvement ouvrier, la préface écrite par Engels en
1895 pour « La Lutte de Classe en France », qui définissait ce con-
tenu pratique du programme.

Inventaire critique du Marxisme.

... Ce n'est pas à cause de son intérêt purement historique que j'aborde cette question ; c'est un problème actuel, c'est la tâche historique que nous avons devant nous, qui nous oblige à mettre aujourd'hui notre programme sur le terrain où se plaçaient jadis Marx et Engels, en 1848. Les changements amenés par le développement historique nous imposent le devoir de réviser à fond et en toute clarté la conception pratique qui a conduit la social-démocratie allemande jusqu'à l'effondrement du 4 août. C'est cette révision que nous nous proposons de faire ici par un acte officiel.

... Quelle a été la conception d'Engels dans la fameuse préface de « La Lutte de Classe en France » de Marx (écrite en 1895, donc déjà après la mort de Marx) ? Remontant jusqu'en 1848, il y dit que la conception suivant laquelle on se trouverait devant une révolution socialiste imminente a été renversée alors par les événements. Et il continue ainsi :

« L'histoire nous a donné tort, à nous et à tous ceux qui avaient » un point de vue analogue. Elle a montré que le degré de développement économique sur le continent était alors bien loin d'être assez » avancé pour permettre la liquidation du mode de production capitaliste ; et la preuve en est dans la révolution technique-économique » qui, depuis 1848, s'est étendue à travers tout le continent, et, à elle » seule, a introduit effectivement la grande industrie en France, Autriche, » Hongrie, Pologne, et récemment jusqu'en Russie. Cette révolution » s'est faite entièrement sur la base capitaliste, qui était donc encore » susceptible d'extension en 1848 ».

Ensuite, il expose comment la situation a évolué depuis, et en arrive à la question pratique des tâches du parti en Allemagne :

« La guerre de 1870-71 et la défaite de la Commune ont transporté » momentanément le centre de gravité du mouvement ouvrier de la » France vers l'Allemagne, comme Marx l'a prédit. A la France, il » fallait naturellement des années pour se remettre de la saignée du » mois de mai 1871. En Allemagne cependant, où l'avalanche des millions français fit croître l'industrie comme l'atmosphère d'une serre » chaude, la social-démocratie se développa bien plus vite et d'une » manière plus tenace que le capitalisme lui-même. L'intelligence avec » laquelle les ouvriers allemands utilisèrent le suffrage universel, introduit en 1866, a porté rapidement ses fruits. Tout le monde peut » constater le développement extraordinaire du parti par des chiffres » indiscutables ».

Suit ensuite la fameuse énumération marquant l'accroissement des voix social-démocrates, d'une élection au Reichstag à l'autre, jusqu'à accumuler les millions ; et voici ce qu'en conclut Engels :

« Cette bonne utilisation du suffrage universel entraîna un tout nouveau » mode de lutte du prolétariat, mode qui se développa rapidement. On » s'aperçut que les administrations d'état dans lesquels s'organise le » pouvoir de la bourgeoisie, offrent à la classe ouvrière encore d'autres » moyens de combattre ces mêmes organisations d'état. On participa » aux élections des parlements provinciaux, des conseils municipaux, » des conseils de prudhommes, on disputa à la bourgeoisie chaque » poste. En toutes ces occasions, une bonne partie du prolétariat dit » son mot. Et ainsi la bourgeoisie et le gouvernement en vinrent à » craindre bien plus l'action légale que l'action illégale du parti ouvrier, » bien plus les résultats de l'élection que ceux de la révolte ».

Après quoi, Engels fait une critique détaillée de l'illusion selon laquelle, dans la situation moderne du capitalisme, le prolétariat pourrait obtenir quoi que ce fût par la révolution dans la rue.

Etant donné que nous sommes aujourd'hui en pleine révolution, dans une révolution de rue, avec tout ce qu'elle comporte, je pense qu'il est temps de s'expliquer sur la conception qui avait officiellement cours dans la social-démocratie allemande jusqu'aujourd'hui, et qui est en partie responsable de ce que nous avons vu le 4 août !

Je ne veux pas dire par là qu'Engels, par sa conception, se soit fait personnellement responsable du tour qu'ont pris les choses en Allemagne ; je dis seulement : voilà un document classiquement lapidaire des aberrations dont vivait la social-démocratie allemande, ou plutôt dont elle est morte. Ici, la science d'Engels, toute la connaissance qu'il avait de la technique militaire le conduisit à démontrer que c'est pure illusion de croire qu'en l'état actuel du militarisme, de l'industrie et des grandes villes, le peuple ouvrier puisse faire des révolutions dans la rue, et en sortir vainqueur. Et cette confrontation eut deux conséquences :

1^o La lutte parlementaire, antithèse de l'action révolutionnaire directe du prolétariat, fut considérée comme seul moyen de la lutte de classe. C'était la chute dans le parlementarisme pur et simple.

2^o L'organisation la plus puissante de l'Etat de classe, son instrument le plus effectif, resta complètement hors de cause. On prétendit conquérir le parlement, le faire servir à des fins prolétariennes, et c'est justement l'armée, la masse des prolétaires en uniforme, qui, de prime abord, fut supposée parfaitement inattaquable et inaccessible à toute influence socialiste. La préface parle de la folie qui consiste à

croire que le prolétariat puisse jamais venir à bout de ces soldats pourvus de mitrailleuses et des armes les plus modernes, comme si celui qui est soldat devait être dans tous les cas, et rester une fois pour toutes, le défenseur inébranlable de la classe dominante. Cette erreur jugée du point de vue de nos expériences d'aujourd'hui, serait incompréhensible de la part d'un homme ayant une responsabilité à la tête de notre mouvement, si on ne savait pas dans quelles circonstances de fait ce document historique a été rédigé.

À l'excuse de nos deux grands maîtres et particulièrement d'Engels qui mourut de beaucoup le dernier, il importe de mentionner qu'Engels écrivit cette préface sous la pression directe de la fraction parlementaire social-démocrate de l'époque. C'était l'époque des lois contre la propagande socialiste — au début des années 90 — et une tendance extrémiste de lutte directe contre la légalité réactionnaire faisait son apparition dans les rangs des ouvriers allemands. Les militants de la gauche du parti tentaient de s'appuyer sur cette réaction spontanée pour empêcher le parti de dégénérer dans un sens purement parlementaire.

Afin de battre théoriquement les éléments avancés et de les soumettre pratiquement, afin de détourner d'eux les larges masses en s'armant de l'autorité des grands maîtres, Bebel et ses amis se retournèrent vers Engels, qui vivait à l'étranger, et en était réduit à se fier à leurs assertions ; ils obtinrent de lui qu'il écrivit cette préface en lui persuadant que le mouvement ouvrier allemand était menacé par une déviation anarchiste et qu'il était tout à fait urgent de l'en sauver. Déjà à ce moment, la fraction parlementaire du parti au Reichstag décidait du sort et des tâches du parti, dans la direction spirituelle comme dans l'application, ce qui était caractéristique de la situation, et cette méthode continua par la suite de plus belle à dominer les agissements de la social-démocratie allemande, jusqu'à la belle expérience du 4 août 1914 — qui fut aussi une proclamation du parlementarisme pur et simple.

Mais Engels n'a pas pu connaître les effets, les suites pratiques de l'emploi qu'on fit de sa préface, de sa théorie.

*
**

Quand on connaît les œuvres de Marx et d'Engels, quand on connaît cet esprit vivant et sincèrement révolutionnaire qui se dégage de tous leurs écrits, de tous leurs enseignements, on est convaincu qu'Engels et Marx s'ils avaient vécu, auraient été les premiers à protester de toutes leurs forces contre les abus qui ont résulté du parlementarisme, contre cet embourbement, cette dégradation du mouvement ouvrier qui s'est manifestée en Allemagne des dizaines d'années avant le 4 août.

Car le 4 août n'est pas tombé du ciel, il n'est pas un tournant brusque, mais une suite logique de ce que nous avons vécu jour par jour pendant les années précédentes.

Marx et Engels auraient été les premiers à freiner et retenir le véhicule d'une main puissante pour qu'il ne s'enlise pas dans la boue... Mais Engels est mort l'année même où il a écrit sa préface. Nous l'avons perdu en 1895. Depuis lors la direction théorique a malheureusement passé des mains d'Engels à celles d'un Kautsky.

Entre les mains de Kautsky, le « marxisme » servit à dénoncer et à briser toute résistance contre le *parlementarisme pur et simple*, cette résistance qui se levait à gauche, dans chaque congrès du Parti, et qui soutenue par un Groupe plus au moins large de camarades, luttait âprement contre la chute dans le marais. *Toute résistance de cette sorte était excommuniée comme anarchisme, anarcho-syndicalisme, ou au minimum comme anti-marxisme.*

Le marxisme officiel servait de couverture à toutes les déviations et à tous les abandons de la véritable lutte de classe révolutionnaire, à toute cette politique de demi-opposition qui condamnait la social-démocratie allemande, et le mouvement ouvrier en général, y compris le mouvement syndical, à s'emprisonner volontairement dans les cadres et sur le terrain de la société capitaliste, sans volonté sérieuse de l'ébranler et de la faire sortir de ses gonds.

Eh bien, aujourd'hui, les circonstances nous permettent enfin de dire dans notre programme d'aujourd'hui : « *la tâche immédiate du prolétariat — en peu de mots — n'est autre que de faire du socialisme une vérité et un fait et de détruire le capitalisme de fond en comble !* »

Nous nous plaçons sur le terrain sur lequel étaient Marx et Engels en 1848 et qu'ils n'ont, en principe, jamais quitté. Maintenant on peut voir ce qu'est le marxisme véritable et ce qu'était cet « Ersatz » du marxisme, dans lequel se vautre si longtemps la social-démocratie allemande comme marxisme officiel. Car vous voyez bien, d'après ses représentants, où en est arrivé ce marxisme aujourd'hui. Il n'y a qu'à regarder les David, Ebert et consorts. Nous voyons chez eux les représentants officiels de la doctrine que, pendant des dizaines d'années, on a fait passer pour le marxisme pur, véritable. Non, le marxisme ne conduit pas dans les rangs de ceux qui font avec les Scheidemann une politique contre-révolutionnaire ! Le marxisme véritable lutte aussi contre ceux qui cherchent à le falsifier, il fouille comme une taupe les fondements de la société capitaliste et il fait qu'aujourd'hui la partie la plus précieuse du prolétariat révolutionnaire marche sous notre étendard, sous l'étendard de la tempête révolutionnaire, il fait que nous avons aussi de l'autre côté, là où semble encore régner la contre-révolution, des partisans et des frères de lutte futurs.

La Révolution sociale à l'ordre du jour.

J'ai déjà dit que la marche de la dialectique historique nous ramène de nouveau au point où se trouvaient Marx et Engels en 1848 lorsqu'ils déroulèrent pour la première fois l'étendard du socialisme international ; mais nous sommes plus riches de tout le développement capitaliste qui s'est effectué depuis ces 70 ans. A l'époque de Marx et d'Engels, lorsqu'on révisa les erreurs, les illusions de 1848, on croyait que le prolétariat avait un chemin infiniment long à parcourir jusqu'à ce que le socialisme puisse devenir une réalité. Il est évident que les théoriciens sérieux ne se sont jamais occupés de fixer un terme quelconque à l'effondrement du capitalisme de façon assez certaine pour que cela constitue un engagement ; mais on supposait vaguement que le chemin serait très long et c'est ce qui ressort de chaque ligne de la préface en question, qu'Engels a écrite en 1895. Alors, nous pouvons à présent, dresser le bilan. Est-ce que le laps de temps n'a pas été très court en comparaison du développement des luttes de classes de jadis ? Soixante-dix ans de développement du grand capitalisme ont suffi pour que nous puissions songer sérieusement à balayer le capitalisme hors du monde. Et plus encore : non seulement nous sommes aujourd'hui en mesure de résoudre cette tâche, non seulement c'est notre devoir envers le prolétariat, mais c'est la seule manière de sauver la société humaine.

Car cette guerre n'a rien laissé subsister de la société bourgeoise, qui ne soit menacé de ruine. Formellement tous les moyens de production et la plus grande partie des moyens de domination sociale sont encore dans les mains des classes dirigeantes ; nous ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet. Mais ce qu'elles peuvent en faire, à part des tentatives convulsives pour rasseoir sur d'immenses massacres le mécanisme de l'exploitation, n'est que désordre et impuissance. Nous sommes arrivés au point où le dilemme devant lequel se trouve l'humanité d'aujourd'hui se pose de la façon suivante : chute dans la barbarie, ou sauvetage socialiste. Il est impossible que la guerre mondiale procure aux classes dirigeantes une nouvelle issue, car il n'en existe plus sur le terrain de la domination de classe et du capitalisme. Ainsi nous vivons aujourd'hui la vérité que justement Marx et Engels ont formulée pour la première fois, comme base scientifique du socialisme, dans le grand document qu'est le *Manifeste Communiste* : le socialisme deviendra une nécessité historique. Cette vérité nous la vivons dans le sens le plus strict du terme. Le socialisme est devenu une nécessité, non seulement parce que le prolétariat ne veut plus vivre dans les conditions matérielles que lui préparent les classes capitalistes, mais aussi parce que nous sombrerons tous, si le prolétariat ne remplit pas son devoir de classe et ne réalise pas le socialisme.

Voilà donc, camarades, la base générale sur laquelle est érigé le programme que nous adoptons aujourd'hui officiellement et dont vous avez eu le projet dans la brochure *Que veut Spartacus ?* Il se trouve en opposition consciente avec le point de vue défini dans le programme d'Erfurt, en opposition consciente avec toute séparation des exigences immédiates et du but final, le programme minimum pour la lutte politique et économique effaçant le but final socialiste comme programme maximum. En nous opposant consciemment à cette façon de voir, nous liquidons les résultats des soixante-dix dernières années et avant tout le résultat immédiat de la guerre mondiale en disant : il n'y a pas maintenant pour nous de programme minimum ni de programme maximum ; le socialisme est un et indivisible ; et c'est là le minimum que nous avons à réaliser aujourd'hui.

Je ne m'étendrai pas ici sur certaines mesures que nous vous avons soumises dans notre projet de programme, car la possibilité vous est donnée d'autre part de prendre position sur les détails, et cela mènerait trop loin de les envisager ici par le menu. Je considère comme mon devoir de ne caractériser et de ne formuler ici que les grands traits généraux qui distinguent notre position de programme et l'opposent à celle de la social-démocratie allemande officielle, telle qu'elle s'est manifestée jusqu'à ce jour. Par contre, je considère comme plus important et plus urgent de discuter maintenant comment il faut apprécier les circonstances concrètes, sur quoi doivent se baser notre attitude tactique et notre agitation pratique — en partant de la situation politique, du cours qu'a pris la révolution jusqu'ici, et des directives prévisibles de son développement futur.

Discutons de la situation politique selon la conception que j'ai essayé de caractériser, c'est à dire du point de vue de la réalisation du socialisme comme tâche immédiate s'exprimant dans toute mesure prise, par toute attitude définie par nous.

Notre congrès d'aujourd'hui, qui est, comme je crois pouvoir dire fièrement, le congrès constitutif du seul parti socialiste révolutionnaire du prolétariat allemand, coïncide par hasard, ou plutôt par nécessité avec un tournant dans le développement de la révolution allemande elle-même. On peut affirmer que les événements des jours derniers achèvent la phase première de la révolution allemande. Nous entrons maintenant dans un second stade du développement ; et notre premier devoir comme aussi la première source d'une connaissance meilleure et plus profonde pour l'avenir c'est d'exercer une auto-critique, d'entreprendre un examen sérieux et pratique de ce qui a été fait, de ce qui a été créé et de ce qui a été négligé, afin d'acquiescer les méthodes propres et la marche à suivre. Jetons un regard critique sur la première phase de la révolution, qui vient de se clore.

Les illusions et comment elles se dissipent.

Son point de départ fut le 9 novembre. Le 9 novembre fut une révolution pleine d'insuffisances et de faiblesse. Ce n'est pas étonnant. C'était la révolution, survenant après quatre ans de guerre, après quatre ans pendant lesquels le prolétariat allemand, grâce à l'éducation que lui ont fait subir la social-démocratie et les syndicats, a fait preuve d'une telle misère et d'un tel reniement de ses tâches socialistes que nous n'en trouvons l'équivalent dans aucun autre pays. Quand on se place sur le terrain du développement historique — et c'est ce que nous faisons en tant que marxistes et en tant que socialistes — dans cette Allemagne qui a offert l'image horrible du 4 août et des quatre années suivantes, on ne pouvait pas espérer que le 9 novembre 1918 serait une révolution de classe grandiose, consciente de ses buts ; les événements du 9 novembre étaient pour les trois quarts l'effondrement de l'impérialisme existant plutôt que la victoire d'un principe nouveau.

Le moment était simplement venu où l'impérialisme tel un colosse aux pieds d'argile, pourri à l'intérieur, devait s'écrouler ; il devait s'en suivre un mouvement plus ou moins chaotique, sans but, à peine conscient, dans lequel le principe d'unité, le principe constant et sauveur n'était résumé que dans le mot d'ordre : *création des conseils d'ouvriers et de soldats*. C'est là le mot de ralliement de cette révolution socialiste prolétarienne — malgré toutes les insuffisances et les faiblesses du premier moment.

Lorsqu'on vient nous parler avec sarcasme des méthodes russes, nous accuser de prendre la queue des bolchéviks, nous ne devons pas oublier de répondre aux ouvriers allemands : où avez-vous appris l'ABC de votre révolution actuelle ? C'est chez les russes que vous l'avez appris : c'est chez eux que sont apparus tout d'abord les conseils d'ouvriers et de soldats.

Et ces petits personnages qui à la tête du gouvernement allemand soit-disant socialiste, d'accord avec les impérialistes anglais, considèrent comme leur fonction d'ancêtre les bolchéviks russes, prétendent se baser formellement eux aussi sur des conseils d'ouvriers et de soldats, et ils doivent reconnaître que c'est la révolution russe qui a émis les premiers mots d'ordre de la révolution mondiale. Nous pouvons le dire avec certitude — parce que c'est ce qui résulte de toute la situation — *quel que soit le pays dans lequel, après l'Allemagne, éclatera la révolution, son premier geste sera la création de conseils d'ouvriers et de soldats*.

C'est justement en cela que consiste le lien d'unité internationale de notre méthode, c'est là le mot de ralliement qui distingue notre révo-

lution de toutes les révolutions bourgeoises précédentes. Il est un fait très caractéristique pour les contradictions dialectique dans lesquelles se meut cette révolution, comme d'ailleurs toutes les révolutions. C'est que, dès le 9 novembre, poussant son premier cri, son cri de naissance, pour ainsi dire, elle a trouvé le mot d'ordre qui nous conduit au socialisme : *le pouvoir des conseils prolétariens*.

C'est autour de cette question que se produisit toute l'évolution du mouvement. Il est remarquable que la révolution se soit emparée instinctivement de cette formule des conseils, pour liquider le joug bureaucratique et impérialiste de la guerre. Malheureusement les conseils ont aussitôt laissé échapper, à cause du caractère arriéré, de la faiblesse, du manque d'initiative et de clarté qui se manifesta dans la révolution, la plus grosse part des positions révolutionnaires conquises le 9 novembre. (Les conseils remirent debout l'autorité gouvernementale bourgeoise, en confiant à un ministre Ebert-Haase le soin d'être les plénipotentiaires de l'Allemagne. Et ils firent cela dans la mesure où les masses n'entrevoient pas d'autre but immédiat que la conclusion d'un pacte de paix avec les impérialistes de l'Entente. Pour que ce pacte fut accepté par les alliés, il fallait qu'il fut signé par un gouvernement à la manière bourgeoise, soutenu par l'autorité d'un parlement national ; le pouvoir des conseils, au contraire, pouvait bien mener contre l'impérialisme allié la résistance passive ou la guerre civile internationale, mais non pas faire de la diplomatie d'Etat. — Note de l'éditeur —).

Cela montre que la révolution actuelle obéit à la loi impérieuse de la nécessité historique, qui nous garantit que nous atteindrons pas à pas notre but, malgré toutes les difficultés, les complications, et les fautes. D'autre part, si l'on compare ce mot d'ordre ferme et définitif avec les insuffisances de la réalisation pratique, on doit reconnaître qu'il n'y avait là encore que les premiers pas hésitants d'une révolution *qui a encore un effort énorme à fournir et un long chemin à parcourir, avant de pouvoir réaliser son dessein originel*.

La première phase de la révolution qui va du 9 novembre jusqu'à ces jours derniers, est caractérisée par l'abondance des illusions de part et d'autre, et par la faillite de ces illusions.

La plus grave illusion du prolétariat et des soldats ralliés à la révolution fut l'illusion de l'unité sous le drapeau du soi-disant socialisme. Y a-t-il quelque chose de plus caractéristique des faiblesses internes de la révolution du 9 novembre que le fait suivant : Ceux qui se sont mis à la tête du mouvement, deux heures après la révolution, luttaient contre elle deux heures avant et voulaient l'empêcher à tout prix : c'étaient les Ebert, les Scheidemann et les Haase ! L'idée de l'union des différentes fractions socialistes pour l'unité dans l'allégresse générale, voilà la devise naïve de la révolution du 9 novembre — illusion qui devait

s'achever dans le sang, et qui ne s'est évanouie que dans la réalité de ces derniers jours.

Mais l'illusion de l'unité était aussi du côté des Ebert-Scheidemann, ainsi que du côté de la bourgeoisie — elle était de tous les côtés. L'illusion de la bourgeoisie était qu'en se servant de la combinaison Ebert-Scheidemann et de la république soi-disant socialiste, elle pourrait effectivement contenir les masses prolétariennes et abattre la révolution socialiste. L'illusion du gouvernement Ebert-Haase était qu'en utilisant les masses social-démocrates revenant du front, ils pourraient retenir les masses ouvrières menant à l'usine la lutte de classe socialiste.

Voilà les différentes illusions qui expliquent aussi les événements de ces temps derniers. Toutes ses illusions s'écroulent aujourd'hui. On a vu que la réunion de Haase-Dittmann et Barth avec Ebert-Scheidemann-Noske sous l'enseigne du « socialisme » n'était tout au plus qu'une feuille de vigne sur la nudité d'une politique contre-révolutionnaire et la vie nous a guéri de cette illusion de la même façon que cela a eu lieu dans toutes les révolutions.

Car il n'existe qu'une méthode par laquelle la révolution guérit infailliblement le peuple de ses illusions : la saignée. Ce fut malheureusement le cas dans toutes les révolutions précédentes, et ici aussi, notre expérience a été payée par du sang ouvrier.

Ce fut le sang des victimes de la Chaussée-estrasse le 6 décembre, ce fut le sang des marins assassinés le 24 décembre, qui confirmèrent aux larges masses la notion et la vérité suivante : ce que vous avez arrangé là sous l'apparence d'un gouvernement soi-disant socialiste, n'est qu'un gouvernement de la contre-révolution bourgeoise, et celui qui continue à tolérer cet état de choses, travaille contre le prolétariat et contre le socialisme.

Mais, voici que l'illusion de messieurs Ebert-Scheidemann de pouvoir contenir le prolétariat d'une façon durable à l'aide des soldats du front, s'est évanouie aussi. Car quel est le résultat du 6 et du 24 décembre ? Nous avons tous pu constater un abatement profond des soldats ; ils commençaient à regarder d'un oeil critique les chefs qui voulaient les utiliser comme chair à canon contre le prolétariat socialiste. Le fait que les différentes troupes du mouvement ouvrier sont amenées peu à peu, par l'expérience amère, à reconnaître le juste chemin de la révolution, est aussi la conséquence des lois du développement objectif et inévitable de la révolution socialiste. On a amené à Berlin des masses fraîches de soldats qui devaient servir de chair à canon pour réprimer les mouvements du prolétariat révolutionnaire. — *et nous savons que de différentes casernes viennent des demandes de tracts édités par le Spartakusbund.*

Telle est la conclusion de la première phase. Les espérances des Ebert-Scheidemann de dominer le prolétariat à l'aide des soldats arriérés sont en grande partie déjà déçues. Ce qui les attend dans un proche avenir, c'est un état d'esprit révolutionnaire de plus en plus conscient dans les casernes, et par là, l'accroissement de l'armée du prolétariat en lutte, l'affaiblissement du camp de la contre-révolution. Il en résulte que quelqu'un d'autre encore devait perdre ses illusions : c'est la bourgeoisie, la classe dominante. En lisant les journaux des derniers jours après les événements du 24 décembre, vous observez un ton qui est nettement celui de la déception, de l'indignation : les valets là-hauts se sont montrés incapables.

On attendait qu'Ebert-Scheidemann se montrent les hommes forts qui domptent la bête féroce. Et qu'ont-ils fait ? Ils ont fait quelques putschs insuffisants, qui ont permis, au contraire, à l'hydre de la révolution de lever la tête d'une manière encore plus résolue. Désillusion réciproque de tous côtés ! Le prolétariat a perdu toute illusion au sujet de l'accouplement Ebert-Scheidemann-Haase en tant que gouvernement soi-disant socialiste. Ebert-Scheidemann ont perdu l'illusion de dompter à la longue les prolétaires en cote de travail à l'aide des prolétaires en uniforme, et la bourgeoisie a perdu l'illusion de faire perdre à toute la révolution socialiste allemande la vue de ses buts, au moyen d'Ebert-Scheidemann-Haase.

Ce n'est là qu'un compte négatif, ce ne sont que des lambeaux d'illusions déçues. Mais le plus grand profit que le prolétariat puisse tirer de la première phase de la révolution, c'est justement la mise en lambeaux de ses illusions, car il n'est rien qui soit aussi nuisible à la révolution que des illusions, il n'est rien qui lui soit plus utile que la vérité pure et claire. Je peux ici me référer à l'opinion d'un esprit allemand classique qui n'était pas un révolutionnaire du prolétariat mais un révolutionnaire intellectuel de la bourgeoisie : c'est à Lessing que je pense — lui qui, dans une de ses dernières œuvres, étant bibliothécaire à Wolfenbüttel, écrivait ces phrases qui me paraissent très intéressantes et sympathiques : —

« Je ne sais pas si c'est un devoir, de sacrifier le bonheur et la vie » à la vérité — mais je sais que c'est un devoir, quand on veut enseigner la vérité, de l'enseigner complètement ou pas du tout, de l'enseigner clairement et carrément, sans mystères, sans retenue, sans méfiance et dans toute sa force... Car plus l'erreur est grossière, plus le chemin de la vérité est court et direct ; tandis que l'erreur raffinée peut nous tenir éternellement éloignés de la vérité, tant il nous est difficile de la reconnaître comme telle... Celui qui ne cherche qu'à trouver acheteur pour une vérité masquée et fardée pourra bien être le maquereau de la Vérité, mais il n'a jamais été son amant. »

Entre le socialisme et la terreur blanche.

Ainsi ces messieurs Haase, Dittmann etc. ont voulu trouver acheteur pour une révolution masquée et fardée, pour leur marchandise « socialiste » ; ils ont été les pourvoyeurs de la contre-révolution. Aujourd'hui nous sommes libérés de ces équivoques, la masse du peuple allemand peut voir la marchandise sous l'aspect brutal et massif de messieurs Ebert et Scheidemann. Aujourd'hui il n'y a pas moyen, même pour le plus idiot, de s'y tromper : c'est la contre-révolution dans toute sa grandeur.

Quelle est maintenant la perspective du développement futur, cette première phase étant dépassée ?

La bourgeoisie a retiré aux socialistes son crédit parce qu'ils ne se sont pas montrés assez forts. Dans ces conditions, où donc peuvent-ils aboutir ? Ils en finiront très vite avec la comédie de la politique socialiste ; et si vous lisez le nouveau programme de ces messieurs, vous verrez qu'ils roulent à toute allure vers la deuxième phase, celle de la contre-révolution ouverte et, j'emploierai même la formule suivante : vers la restitution des conditions d'autrefois, vers la restauration. Quel est le programme du nouveau gouvernement ? C'est l'élection d'un président qui ait une situation intermédiaire entre celle du roi d'Angleterre et celle du président d'Amérique, donc presque un roi Ebert : et deuxièmement la reconstitution du Conseil Fédératif. Vous avez pu lire aujourd'hui les exigences librement formulées par les gouvernements de l'Allemagne du Sud, qui soulignent le caractère fédératif de l'Etat allemand. La reconstitution du vieux et brave Conseil Fédératif et naturellement de son appendice, le Reichstag, n'est plus qu'une question de quelques semaines. Les Ebert-Scheidemann sont donc sur la voie de la simple restauration des conditions d'avant le 9 novembre.

Mais ce faisant ils se sont placés eux-mêmes sur une pente savonneuse, qui les mènera au fond de l'abîme, où ils se briseront. Car la reconstitution des conditions d'avant le 9 novembre était déjà impossible le 9 novembre, et aujourd'hui l'Allemagne est à cent lieues de cette possibilité. Pour obtenir l'appui renforcé de la seule classe dont elle défende vraiment les intérêts, la bourgeoisie, — et cet appui lui manque visiblement depuis les récents événements, — le gouvernement sera obligé de poursuivre une politique de plus en plus féroce contre-révolutionnaire.

Les exigences des états du sud, que publient aujourd'hui les journaux de Berlin, montrent clairement le désir d'établir, comme il y est dit, « une sécurité renforcée en Allemagne ». Ceci veut dire, en langage clair, : déclarer l'état de siège contre les éléments « anarchistes », « putchistes », « bolchévistes », c'est à dire contre les véritables socia-

listes. Les circonstances pousseront Ebert-Scheidemann à s'emparer de la dictature avec ou sans état de siège. Mais d'une part le développement passé, grâce à la logique des événements mêmes, et d'autre part la nécessité qui pèse sur Ebert-Scheidemann de procéder à une restauration nous jetterons durant la seconde phase de la révolution dans des contrastes beaucoup plus accentués, dans des luttes de classes beaucoup plus violentes qu'auparavant. Ce sera alors la lutte sans illusion, épaulée contre épaulée et les yeux dans les yeux, entre la révolution et la contre-révolution, et non seulement parce que les contrastes de la situation politique l'exigent, mais aussi parce qu'une nouvelle flamme, un nouvel incendie venant de l'intérieur s'étend de plus en plus sur l'ensemble, et ce sont les luttes économiques.

Décrire la première période de la révolution, celle qui va jusqu'au 24 décembre, c'est admettre qu'elle était une révolution encore exclusivement politique, et nous devons nous rendre compte très clairement de ce fait. C'est en cela que réside l'aspect infantile, le côté insuffisant, incomplet, et inconscient de cette révolution. C'est le premier stade d'un bouleversement, dont les tâches principales sont du domaine économique : changement des conditions économiques. Jusqu'ici la révolution était naïve, inconsciente comme un enfant qui marche à tâtons sans savoir dans quel but, elle avait encore, comme je l'ai dit, un caractère purement politique. Ce n'est que dans les dernières semaines que des grèves ont commencé à apparaître spontanément.

Nous allons donc nous exprimer clairement :

La nature même de cette révolution veut que les grèves s'étendent de plus en plus, qu'elles soient de plus en plus le centre, le phénomène essentiel de la révolution. On a alors une révolution sociale. Mais cette lutte pour le socialisme ne peut être menée que par les masses directement opposées au capitalisme, dans chaque usine, c'est à dire par chaque prolétaire contre son employeur. Alors seulement ce sera une révolution socialiste.

Mais ceux qui manquaient de réflexion se sont imaginé la marche des choses d'une manière différente. On pensait qu'il suffirait de renverser l'ancien gouvernement « socialiste », de mettre à sa place de vrais révolutionnaires, puis de publier des décrets qui instaурeraient le socialisme. Ce n'était là qu'une illusion. On ne fait pas et on ne peut pas faire le socialisme au moyen de décrets, pas même lorsqu'existe un gouvernement socialiste, si parfait soit-il. Le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire. Là où les prolétaires sont rivés à la chaîne du capitalisme, c'est là que la chaîne doit être rompue. Cela seul est du socialisme, ce n'est qu'ainsi qu'on peut faire du socialisme.

Et quelle est la forme extérieure de la lutte pour le socialisme ? C'est la grève, et c'est pourquoi nous avons vu maintenant la phase

économique du développement venir au premier plan dans la seconde période de la révolution. Je voudrais souligner ici aussi ce que nous pouvons dire avec fierté et ce que personne ne contestera : nous, le Spartakusbund, le Parti Communiste allemand, nous sommes les seuls dans toute l'Allemagne, à être du côté des ouvriers dans leurs grèves et leurs luttes expropriatrices.

Vous avez lu et vous avez vu à toutes les occasions quelle a été l'attitude du Parti Indépendant en face des grèves. Il n'y avait absolument aucune différence entre l'attitude du *Vorwärts* et celle de la *Freiheit*. On a dit : soyez appliqués à la tâche, socialisme veut dire : beaucoup travailler. C'est ce qu'on peut dire aussi longtemps que le capitalisme tiendra les brides. Cependant ce n'est pas ainsi qu'on fait du socialisme, mais uniquement par la lutte la plus énergique contre le capitalisme, dont les intérêts sont partout la base de toute politique, à commencer par les plus extrêmes réactionnaires pour finir par le Parti Indépendant et la *Freiheit*, notre seul Parti Communiste étant excepté. Cet exposé à lui seul suffit à montrer qu'aujourd'hui les grèves sont combattues de la manière la plus âpre par tous ceux qui ne sont pas sur notre terrain révolutionnaire-communiste.

On peut prévoir que, dans la phase révolutionnaire à venir, non seulement les grèves s'étendront de plus en plus, mais qu'elles seront le centre, le moment décisif de la révolution, refoulant les questions purement politiques. Vous reconnaîtrez ainsi qu'une aggravation énorme de la situation aura lieu par la lutte économique. Ici la révolution en arrive au point où la bourgeoisie n'admet pas la plaisanterie. La bourgeoisie peut se payer des mystifications dans le domaine politique, là où une mascarade est encore possible, où des gens comme Ebert-Scheidemann peuvent entrer en scène sous des enseignes socialistes, mais elle ne l'admet plus quand il s'agit de son profit. Alors elle mettra le gouvernement Ebert-Scheidemann devant l'alternative. Alors, M.M. les ministres, ou bien il vous faudra en finir avec les grèves, écarter de la bourgeoisie la menace d'assassinat que constitue pour elle les révoltes économiques ; ou bien messieurs Ebert-Scheidemann auront terminé leur rôle ! Je pense aussi que les mesures politiques qu'ils ont prises leur vaudront à elles seules d'être bientôt au bout de leur rouleau. Il leur est particulièrement douloureux de ne pas avoir la confiance absolue de la bourgeoisie. La bourgeoisie réfléchira avant de couvrir du manteau d'hermine le rustre parvenu Ebert. En pareil cas, il ne suffit pas d'avoir du sang rouge sur les mains, il faut encore avoir du sang bleu dans les veines. On dira : si nous voulons un roi, nous n'avons pas besoin d'un valet parvenu qui n'est pas même capable de se conduire comme un roi.

La Social-démocratie sur le chemin de la Réaction.

C'est ainsi, camarades, que messieurs Ebert-Scheidemann favorisent le mouvement contre-révolutionnaire. Ils ne viendront pas à bout de la lutte de classe économique qui déjà jette des lueurs flamboyantes, pas plus qu'ils ne pourront satisfaire les exigences de la bourgeoisie. Ils sombreront — soit pour céder la place à la tentative contre-révolutionnaire qui se rassemble autour du général Groener et vise à restaurer une véritable dictature militaire avec Hindenbourg — soit pour céder devant d'autres forces contre-révolutionnaires.

On ne peut rien dire de précis, on ne peut pas faire de déclaration positive sur ce qui arrivera « forcément ». Mais il ne s'agit pas du tout de la forme extérieure, et des concours particuliers, par lesquels ceci ou cela arrivera. Il nous suffit, à nous, de voir les grandes lignes du développement futur et voilà où elles nous mènent : La première phase de la révolution, celle de la lutte qui a un caractère politique, est suivie d'une phase où la lutte est renforcée, où elle redouble de vigueur, où elle a un caractère économique et où le gouvernement Ebert-Scheidemann, dans un délai plus ou moins long, est appelé à disparaître.

Il est tout aussi difficile de prévoir ce qu'il adviendra de l'Assemblée Nationale dans la seconde phase du développement. Si elle est constituée, il est possible qu'elle devienne une nouvelle école pour la classe ouvrière. Il se peut aussi qu'elle ne soit pas constituée du tout ; on ne peut rien prédire. Pour que vous compreniez, je veux seulement ajouter entre parenthèses, de quel point de vue nous avons défendu hier notre position : nous ne voulions pas qu'on s'oriente sur une seule de ces éventualités. Je ne veux pas entamer ici de nouvelles discussions, mais seulement dire ceci pour que personne d'entre vous, à m'entendre superficiellement, n'ait l'idée que je parle tout-à-coup sur un autre ton. Nous sommes dans l'ensemble exactement sur le même terrain qu'hier. Nous ne voulons pas orienter notre tactique vis-à-vis de l'Assemblée Nationale, sur une seule éventualité qui peut bien se produire, mais sans qu'on puisse en être certain. Nous voulons être en mesure de parer à toute éventualité, y compris celle de faire profiter la révolution de l'Assemblée Nationale, si elle se constitue. Qu'elle se constitue, ou non, cela n'a pas d'importance ; de toute façon la révolution doit l'emporter.

Et que restera-t-il alors, au gouvernement usé d'Ebert-Scheidemann, ou à n'importe quel autre gouvernement dit social-démocrate, qui tiendra le gouvernail ? J'ai dit que le prolétariat en tant que masse leur a déjà échappé des mains ; les soldats de leur côté ne sont plus utilisables comme chair à canon contre-révolutionnaire. Que restera-t-il donc à ces pauvres petites gens pour sauver leur situation ? Il ne leur restera

qu'une seule chance, et si vous avez lu les nouvelles dans la presse d'aujourd'hui, camarades, vous avez vu où sont les dernières réserves que la contre-révolution allemande utilisera contre nous s'il faut cogner dur. Vous avez lu qu'à Riga les troupes allemandes marchent contre les bolchéviks russes, côte à côte avec les anglais. Camarades, j'ai entre les mains des documents, à l'aide desquels nous pouvons nous rendre compte de ce qui se passe à Riga. Tout cela part du commandement en chef de la 8^e armée et de monsieur Auguste Winnig, le social-démocrate et chef syndical allemand. On a toujours présenté les choses de façon à faire croire que les pauvres messieurs Ebert-Scheidemann étaient d'innocentes victimes de l'Entente. C'était une tactique du *Vorwärts* depuis des semaines déjà, depuis le début de la révolution, de faire croire que l'étranglement de la révolution en Russie était le désir réel de l'Entente, et c'est ce qui en a donné l'idée à l'Entente. Nous avons constaté ici par des documents comment cela a été fait au dépens du prolétariat russe et de la révolution allemande. Dans un télégramme du 26 décembre, le lieutenant-colonel Buerkner, chef de l'État-major de la VIII^e armée, fait connaître les pourparlers qui ont abouti à cet arrangement de Riga. Le télégramme en question est ainsi conçu :

« Le 23 décembre eut lieu consultation entre délégué allemand Winnig et représentant gouvernement anglais autrefois consul général à Riga. Entrevue eut lieu à bord vapeur anglais "Princess Margaret" à laquelle fut convoqué aussi commandant en chef allemand ou son représentant. J'ai été désigné pour y participer.

» Buts des pourparlers : Exécution des conditions d'armistice.

» Développement des pourparlers :

» Anglais :

» 1. Bateaux en rade doivent surveiller exécution des conditions. En raison des conditions d'armistice il sera exigé :

» 2. Que les Allemands aient à entretenir dans cette contrée une armée de combat suffisante pour tenir les bolchéviks en respect et pour ne pas leur permettre d'avancer au delà de leurs positions actuelles.

» Ensuite :

» 3. Ordres pour les troupes qui se battent contre les bolchéviks, aussi bien allemandes que lettones, devront être envoyés à l'officier d'état-major britannique pour que le plus ancien officier de marine en prenne connaissance. Le même officier devra transmettre toutes les dispositions ultérieures concernant les troupes désignées pour la lutte contre les bolchéviks.

» 4. Une force armée suffisante devra être tenue sous les armes aux places désignées ci-dessous, pour empêcher qu'elles soient prises par les bolchéviks et pour empêcher ces derniers d'avancer sur une ligne

» générale qui relie les places suivantes : Walk, Wolmar, Friedrichstadt, Wenden, Pensk, Mitau.

» 5. La voie ferrée entre Riga et Libau doit être protégée contre les incursions bolchévistes ; toutes les provisions et le courrier britanniques, qui utilisent cette voie, doivent jouir d'un traitement de faveur. »

Suit une autre série de demandes. Et voici la réponse de monsieur Winnig, plénipotentiaire allemand :

« Bien qu'il ne soit pas habituel de vouloir forcer un gouvernement à occuper un état étranger, cela serait cependant, dans ce cas particulier, notre propre désir. (— Ainsi parle monsieur Winnig, le chef des syndicats allemands ! —) Car il s'agit de protéger le sang allemand. (— Lisez : les châteaux des barons baltes. —)

» Nous nous sentons moralement forcés d'aider le pays que nous avons délivré de ses liens autocratiques d'autrefois. Mais nos tentatives sont rendues difficiles d'abord par l'état des troupes, car les soldats, vus les conditions de l'armistice, ne veulent plus se battre, mais rentrer chez eux. Deuxièmement, ces forces se composent de vieux mobilisés, et d'invalides de guerre. Enfin il y a la conduite des gouvernants d'ici (— Il s'agit des gouvernants lettons —) qui présentent les allemands comme leurs oppresseurs. Nous nous efforçons cependant de créer des formations volontaires et combattives, ce qui, en partie, a déjà été réalisé. »

C'est de la contre-révolution, ce qu'on fait ici. Il y a quelque temps, vous avez été informé de la création de la « division de fer » qui a été mise sur pieds expressément pour lutter contre les bolchéviks dans les pays baltes. La position du gouvernement Ebert-Scheidemann à son sujet n'était pas très claire. Vous savez maintenant que c'était ce gouvernement lui-même qui en a assumé l'organisation.

Camarades, encore une petite réflexion au sujet de Winnig. Nous pouvons tranquillement dire que les chefs syndicaux allemands — et ce n'est pas un hasard qu'un chef de syndicat rende de pareils services politiques — que les chefs syndicaux allemands et les social-démocrates allemands sont les plus grandes, les plus infâmes crapules que le monde ait jamais vu. Savez-vous où devraient être ces gens, comme Winnig, Ebert, Scheidemann ? selon le code pénal allemand, qu'ils déclarent eux-mêmes pleinement valable, et selon lequel ils font appliquer la justice, ces gens devraient être aux travaux forcés ! Car selon le code pénal allemand, on punit de travaux forcés quiconque entreprend d'enrôler les soldats allemands pour le service de l'étranger. Et nous pouvons dire tranquillement qu'aujourd'hui nous avons à la tête du gouvernement « socialiste » non seulement des gens qui sont des judas du mouvement socialiste, de la révolution prolétarienne, mais des gibiers de galère qui ne devraient même pas se trouver dans une société convenable.

Le communisme sera l'œuvre des masses.

Pour reprendre le fil de mon exposé : il est clair que toutes ces machinations, la création de « divisions de fer » et avant tout l'accord avec l'impérialisme anglais que nous venons de mentionner, signifient uniquement la levée des dernières réserves pour assommer le mouvement socialiste allemand. Mais à celle-ci est intimement liée la question cardinale, la question relative aux perspectives de paix. Que voyons-nous d'autre dans ces affaires que le recommencement de la guerre ? Ces canailles jouent leur comédie en Allemagne et font semblant d'avoir à faire par dessus la tête pour rétablir la paix, et que nous sommes les gêneurs, les trouble-fêtes qui provoquons le mécontentement de l'Entente. En réalité, ils préparent de leurs propres mains une nouvelle guerre, la guerre dans l'Est, qui sera suivie immédiatement de la guerre en Allemagne. Ainsi vous voyez ici encore une situation qui nous mènera à une période de contrastes aigus. Nous aurons à défendre non seulement le socialisme, et les intérêts de la révolution, mais aussi ceux de la paix mondiale, et c'est là justement la confirmation de la tactique que nous, membres du Spartakusbund, étions encore les seuls à préconiser à chaque occasion, tout au long de ces quatre années de guerre. La paix signifie la révolution mondiale du prolétariat ! Il n'y a pas d'autre voie, pour rétablir et assurer véritablement la paix, que la victoire du prolétariat socialiste !

Quelle est la ligne de tactique générale qui en résulte pour nous dans un proche avenir ? Sans doute vous formez immédiatement l'espoir de la chute du gouvernement Ebert-Scheidemann, qui devrait être remplacé sans retard par un gouvernement nettement socialiste-prolétarien. Cependant, je voudrais diriger votre attention non pas vers la pointe, vers le sommet de la pyramide, mais vers le bas. Il ne faut pas continuer et répéter l'illusion de la première phase de la révolution, celle du 9 novembre, comme s'il était suffisant pour la marche de la révolution socialiste d'écraser le gouvernement capitaliste et de le remplacer par un autre. La victoire de la révolution prolétarienne ne peut être assurée que si on agit dans l'autre sens, si on mine pas à pas le gouvernement Ebert-Scheidemann par une lutte de masse sociale, révolutionnaire du prolétariat.

Je voudrais aussi vous rappeler ici quelques insuffisances de la révolution allemande, qui n'a pu vaincre dans sa première phase : ces insuffisances montrent clairement que nous ne sommes malheureusement pas encore à même d'assurer par la chute du gouvernement la victoire du socialisme. J'ai essayé de vous exposer que la révolution du 9 novembre était avant tout une révolution politique, alors qu'elle doit devenir essentiellement économique. Mais elle n'était en outre qu'une révolution

des villes, la campagne étant restée jusqu'ici presque intacte. Ce serait une folie de réaliser le socialisme sans agriculture. Du point de vue de l'économie socialiste on ne peut d'ailleurs pas transformer l'industrie, sans l'assimilation immédiate d'une agriculture dont l'organisation est devenue socialiste. L'idée la plus importante de l'ordre économique socialiste est la suppression du contraste et de la séparation entre la ville et la campagne. Cette séparation, ce contraste, cette contradiction est un phénomène purement capitaliste qui doit être levé aussitôt que nous nous plaçons au point de vue socialiste. Si nous voulons sérieusement faire une transformation socialiste, il faut fixer votre attention aussi bien sur la campagne que sur les centres industriels et en ce domaine nous n'en sommes malheureusement même pas au début du commencement. Il faut maintenant s'en occuper sérieusement, non seulement parce que nous ne pouvons pas socialiser le pays sans l'agriculture, mais aussi parce qu'ayant maintenant fait le compte des dernières réserves de la contre-révolution contre nous et nos aspirations, nous avons omis une réserve importante, la paysannerie. C'est parce qu'elle n'a pas encore été touchée jusqu'ici, qu'elle est encore une réserve pour la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Et la première chose qu'elle fera quand elle verra brûler la flamme de la grève socialiste, ce sera la mobilisation de la paysannerie, l'adepte le plus fanatique de la propriété privée. Il n'y a pas d'autre moyen contre cette puissance contre-révolutionnaire qui nous menace que de porter la lutte de classes à la campagne, de mobiliser le prolétariat sans terre et la petite paysannerie contre la bourgeoisie paysanne.

Ces diverses considérations nous dictent notre ligne de conduite pour assurer les bases de la réussite de la révolution. Et voici comment je voudrais résumer nos tâches prochaines : il faut avant tout perfectionner et étendre dans tous les sens le système des conseils d'ouvriers. Ce que nous avons entrepris le 9 novembre ne sont que des faibles débuts et nous ne pouvons en rester là. Devant la première phase de la révolution, nous avons même perdu de grands moyens de puissance que nous avions. Vous savez que la contre-révolution a entrepris un travail acharné pour démolir le système des conseils d'ouvriers et de soldats. En Hesse, les conseils d'ouvriers et de soldats ont même été supprimés par le gouvernement contre-révolutionnaire ; il sait ce qu'il fait. Quant à nous, nous devons non seulement perfectionner le système des conseils d'ouvriers et de soldats, mais introduire ce système des conseils parmi les ouvriers agricoles et les paysans pauvres. On parle de « prendre le pouvoir », nous devons poser la question de la prise du pouvoir de cette manière : que fait, que peut faire, que doit faire chaque conseil d'ouvriers et de soldats dans toute l'Allemagne ?

C'est là qu'est le problème : il faut miner à la base l'Etat bourgeois, lui soustraire chaque fonction sociale, non plus en séparant mais en unissant partout le pouvoir exécutif, la législation et l'administration et en les mettant dans les mains des conseils d'ouvriers et de soldats.

C'est là un champ énorme à labourer. Il faut préparer d'en bas, donner aux conseils des ouvriers et des soldats une telle puissance que quand le gouvernement Ebert-Scheidemann ou n'importe quel gouvernement semblable sera renversé, ce soit la fin du pouvoir bourgeois et son dernier acte. Ainsi la conquête du pouvoir ne doit pas être unique, mais progressive, par le fait que nous nous insinuons et nous enfonçons dans le pouvoir bourgeois jusqu'à ce que nous possédions toutes les positions et que nous les défendions avec nos dents et avec nos ongles ! Mon avis et celui des camarades de parti qui me sont les plus proches est que la lutte économique, elle aussi, doit être menée par les conseils ouvriers. La direction des luttes économiques et l'amplification de ces luttes dans des voies de plus en plus larges doit être entre les mains des conseils ouvriers. C'est dans cette direction que nous devons travailler dans le proche avenir, et si nous nous proposons cette tâche, il en résulte que nous devons compter avec une accentuation colossale de la lutte pour l'avenir. Car il s'agit ici de lutter pied à pied, épaule contre épaule dans chaque province, dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque commune, pour que tous les moyens d'action, qui devront être arrachés à la bourgeoisie pièce à pièce, soient transférés aux conseils d'ouvriers et de soldats. Mais pour cela, il faut d'abord que nos camarades de parti, que les prolétaires soient éduqués. Là même où existent des conseils d'ouvriers et de soldats, manque encore la conscience de ce à quoi ces conseils sont destinés.

Il faut d'abord éduquer la masse et lui faire comprendre que le conseil d'ouvriers et de soldats doit être le levier de la machine sociale dans tous les domaines, qu'il doit s'emparer de tous les pouvoirs et les diriger tous vers le bouleversement socialiste. Même les masses ouvrières qui sont déjà organisées dans les conseils d'ouvriers et de soldats sont encore à mille lieues de cette conception, excepté naturellement certaines petites minorités de prolétaires conscients de leurs tâches. Mais ce n'est pas là un défaut : cela est normal, au contraire. C'est en prenant le pouvoir que la masse doit apprendre à exercer le pouvoir.

Il n'y a pas d'autre moyen de le lui apprendre. Car nous avons heureusement dépassé l'époque où il s'agissait de faire l'éducation doctrinale, théorique, du prolétariat. — Cette époque semble encore exister aujourd'hui pour les marxistes de l'école kautskyste. Faire l'éducation socialiste des masses prolétariennes, pour eux cela signifie : leur faire des conférences et propager des tracts et des brochures. La révolution, l'école pratique des prolétaires n'a pas besoin de tout cela. Elle éduque en agissant.

C'est ici le cas de dire : au commencement se place l'action ; et l'action doit consister en ce que les conseils d'ouvriers et de soldats se sentent appelés et apprennent à être le seul pouvoir public de tout le pays. Ce n'est que de cette manière que nous pouvons creuser le sol pour qu'il devienne mûr pour le bouleversement qui devra ensuite couronner notre œuvre. Et c'est pourquoi, camarades, c'était avec préméditation et consciemment que nous vous disions hier, que moi particulièrement, je vous disais : ne continuez pas à vous rendre la tâche aussi facile ! Quelques camarades ont interprété cela comme si je pensais que pour boycotter l'assemblée nationale ils voulaient rester les bras croisés. Je n'ai jamais songé à cela. Je n'ai pas pu approfondir la question ; j'en ai la possibilité dans le cadre du rapport d'aujourd'hui. Je pense que l'histoire ne nous rend pas la tâche aussi facile qu'elle l'était pour les révolutions bourgeoises ; il ne suffit pas de renverser le pouvoir officiel au centre et de le remplacer par quelques douzaines ou quelques milliers d'hommes nouveaux. Il faut que nous travaillions de bas en haut, et cela correspond justement au caractère de masse de notre révolution, dont les buts visent le fond de la constitution sociale ; cela correspond au caractère de la révolution prolétarienne actuelle, à savoir que nous devons faire la conquête du pouvoir politique non pas par en haut, mais par en bas. Le 9 novembre fut la tentative d'ébranler le pouvoir public, la domination de classe — tentative faiblarde, incomplète, inconsciente, chaotique. Ce qui reste à faire maintenant, c'est diriger avec pleine conscience la force entière du prolétariat contre les fondements de la société capitaliste. *A la base*, où l'entrepreneur particulier est en face de son esclave salarié ! *A la base*, où tous les organes d'exécution de la domination de classe politique sont en face des objets de cette domination, en face des masses ! C'est là que nous devons arracher aux chefs du gouvernement leurs moyens de puissance sur les masses pour libérer celles-ci pied à pied et les amener à nous.

En faisant cette description, le processus a peut-être l'air plus long qu'au premier moment on aurait envie de se le représenter. Je crois qu'il est sain pour nous de nous représenter très nettement toutes les difficultés et toutes les complications de cette révolution. Car j'espère que chez aucun de vous cette description n'aura une influence paralysante sur votre ardeur ou votre énergie, qu'au contraire cela sera comme pour moi : plus la tâche est grande, plus nous rassemblerons toutes nos forces ; et nous n'oublions pas que la révolution sait accomplir ses œuvres avec une *vitesse* extraordinaire. Je ne veux pas faire de prophéties quant au temps que ce processus nécessitera. Qui de nous fait des comptes, qui donc s'occupe de compter le temps qu'il consacre à notre tâche, pourvu que notre vie suffise pour y parvenir ? Il s'agit seulement de savoir clairement et exactement ce qu'on doit faire ; et ce qu'on doit faire, j'espère avec mes faibles moyens vous l'avoir à peu près exposé dans les grandes lignes.